

Suisse-Chine, 60 ans d'une amitié intéressée

OÛIGOURS

Eveline Widmer-Schlumpf a multiplié les contacts hier pour régler l'épineuse question de l'accueil de deux Chinois turcophones prisonniers

à Guantánamo. Mais la Chine voit une atteinte aux relations sino-suisse, nous es en 1950.

SERGE GUMY

Les deux frères ouïgours détenus à Guantánamo recevront-ils l'asile en Suisse? Hier, la conseillère fédérale Eveline Widmer-Schlumpf a rencontré le ministre jurassien Charles Julliard, puis Elizabeth Gilson, l'avocate américaine qui défend les deux détenus (*lire ci-dessous*). Berne osera-t-il défier la Chine? Si la Suisse accueille ces musulmans turcophones, que Pékin considère comme des terroristes, elle mettra en danger les relations entre les deux pays, menace l'ambassade de Chine. Des relations nouées il y a tout juste soixante ans, comme le rappelle le dernier volume des *Documents diplomatiques suisses* qui vient de paraître. Eclairage avec leur directeur, Sacha Zala.

- Dans ses protestations, la Chine se refuse l'amitié qui la lie à la Suisse. Mythe ou réalité ?



Sacha Zala dirige la publication des *Documents diplomatiques suisses*.

- La Suisse a effectivement été le cinquième Etat occidental à reconnaître la République populaire de Chine, le 17 janvier 1950, après les pays scandinaves et la Grande-Bretagne. Le Conseil fédéral se trouvait face à un dilemme: d'un côté, il désirait attendre que d'autres pays fassent le pas avant lui. De l'autre, il voulait nouer des relations avec la Chine communiste avant que n'éclate une probable guerre en Corée. Car s'il avait agi après l'éclatement du conflit, cela aurait passé pour un geste hostile envers les Etats-Unis.

- Pourquoi la Suisse avait-elle intérêt à traiter avec la Chine?

- Il y avait d'abord une énorme pression de l'industrie d'exportation. Berne devait aussi défendre les intérêts de ses citoyens établis en Chine - pour l'essentiel des missionnaires et des religieuses.

- Et la Chine, inversement?

- Elle avait un grand intérêt pour les montres, les machines et surtout la haute technologie helvétique et occidentale. En outre, les



PHOTOS: KEYSTONE/JOAN-BERNARD SIEBER/ARCA



RENCONTRE «La discussion a été constructive», a déclaré hier le ministre de la Justice jurassien, Charles Julliard, après son entrevue avec Eveline Widmer-Schlumpf.

relations avec la Suisse lui permettaient de poser un petit pied dans le monde occidental.

- La Suisse a-t-elle tenté de compenser son geste envers Pékin?

- Elle a été appelée à faire partie de la commission neutre d'armistice entre les deux Corées, ce qui lui vaut aujourd'hui encore de surveiller la ligne de démarcation. La Suisse a ainsi redonné

un contenu à sa neutralité et développé sa pratique des bons offices qui durera jusqu'en 1989 et la chute du mur de Berlin.

- Cette relation n'a-t-elle pas tourné à l'avantage de la Chine?

- Depuis dix ans, elle a pris un poids politique énorme, au point qu'aucun pays ne peut plus se permettre de la critiquer ouvertement, la Suisse pas plus qu'un autre. La Chine peut ainsi faire beaucoup de bruit pour cette affaire des deux Ouïgours, certes symbolique - comme pour le Tibet, elle craint une explosion nationaliste -, mais objectivement de peu d'importance pour elle.

- Pour vous, l'historien, le Conseil fédéral doit-il octroyer l'asile aux Ouïgours de Guantánamo?

- Je vous le dirai dans trente ans quand je connaîtrai toutes les cartes qu'il a en main! Il doit trancher entre deux intérêts légitimes: les droits de l'homme ou la défense de ses intérêts commerciaux en Chine. Mais entre les deux, il n'y a pas de bonne ou de mauvaise réponse. ■

Prisonniers ouïgours: Berne et le Jura se sont rencontrés

Journée peut-être cruciale, hier, dans le dossier des deux ex-prisonniers ouïgours de Guantánamo. Le matin, tout d'abord, le ministre de la Justice jurassien, Charles Julliard, a rencontré à Berne Eveline Widmer-Schlumpf. Et puis, selon la Radio suisse romande, la conseillère fédérale a reçu dans l'après-midi Elizabeth Gilson, l'avocate américaine qui défend les deux Chinois turcophones.

Dès lors, un déblocage du dossier est-il proche?

«La discussion a été constructive, nous avons reçu beaucoup d'informations dont nous avons besoin pour prendre une décision», que ce soit sur les aspects techniques et financiers, a déclaré Charles Julliard à la RSR. Pour le ministre, «il n'y a, à ce stade, pas de divergences entre le Jura et la Confédération».

La balle est désormais dans le camp du Gouvernement jurassien, qui abordera ce dossier mardi au cours de sa séance hebdomadaire. «Mais

il n'est pas certain qu'il prenne déjà une décision ce jour-là», précise le porte-parole du gouvernement, Pierre-Alain Berret.

La décision finale reviendra toutefois au Conseil fédéral. A titre humanitaire, le gouvernement a déjà donné son aval à l'accueil d'un Ouzbek, qui devrait s'installer à Genève, seul autre canton avec le Jura à s'être dit prêt à accueillir un ex-détenu du camp que veut fermer le président américain, Barack Obama. **ATS**